



RAPPORT ANNUEL

2017

Secrétariat du
Club  DU SAHELET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

 **OCDE**
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

LE CSAO/OCDE

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La mission du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est de promouvoir des politiques régionales pour faire face à ces défis et contribuer à améliorer le bien-être économique et social des populations. À cette fin, il s'efforce :

- D'aider la région et ses partenaires à continuer de progresser en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, par une gouvernance régionale plus efficace, des stratégies et des outils en phase avec des problématiques changeantes.
- De nourrir les politiques régionales et les stratégies des partenaires par la génération et la combinaison de données, la création et le partage de savoirs, le plaidoyer et le dialogue politique.

Ce rapport décrit les activités menées en 2017 par le Secrétariat du CSAO au service de cette mission et de ses objectifs ; il évoque les impacts de ces actions.

Le programme de travail 2017/18 s'articule autour de 4 activités

- Enjeux alimentaire
- Genre
- Villes
- Sécurités

Les Membres ont défini la singularité du Club et les limites à l'intérieur desquelles son action peut être pertinente, utile et complémentaire de celles des organisations régionales – intergouvernementales, professionnelles et de la société civile – et de leurs partenaires de la communauté internationale.

3 regional organisations



Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest



Union économique et monétaire ouest-africaine



Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

9 development partners



Autriche



Belgique



Canada



Union européenne



France



Luxembourg



Pays-Bas



Suisse



États-Unis

3 observers



Banque mondiale



Agence de planification et de coordination du NEPAD



Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles

Le CSAO a conclu des protocoles d'accord avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et l'Université de Floride (Groupe de recherche sur le Sahel).



IMPACTS

Il est possible d'évaluer la valeur ajoutée et l'impact de ces activités par le biais de quatre paramètres : la **DÉCISION**, la **CONNAISSANCE**, la **RÉSONANCE**, la **RECONNAISSANCE**.

Depuis quatre décennies, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest défend l'idée que la solidarité régionale est un puissant levier de développement et de gestion des crises. Cette idée est à l'origine celle de la CEAO (1972, qui deviendra l'UEMOA), du CILSS (1973) et de la CEDEAO (1975). Elle est plus que jamais pertinente.

Sous l'impulsion de ses Membres, le Secrétariat produit des données et des analyses, développe des approches innovantes pour compenser la rareté des statistiques et appréhender des réalités complexes ; facilite les échanges de savoirs et d'expériences, anime le dialogue et facilite le consensus. Toutes ces activités convergent vers les politiques et programmes de coopération et, au bout du compte, l'amélioration des conditions de vie des habitants de la région.

Quelques exemples

L'influence sur le processus de DÉCISION...

est centrale dans le travail du Secrétariat en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles. En 2017, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), co-animé par le Secrétariat du Club et du CILSS, a donné *l'alerte sur une probable crise pastorale* (p. 12). Sur cette base, des experts se sont retrouvés à Niamey pour faire le diagnostic et préparer les décisions d'une rencontre ministérielle (Abuja, avril 2018) associant les plus hauts responsables de l'élevage et de la sécurité des pays de la CEDEAO, de l'UEMOA auxquels se joignent la Mauritanie, le Tchad et la République centrafricaine. La conférence humanitaire d'Oslo sur le Nigéria et la région du lac Tchad en février 2017, au cours de laquelle des engagements financiers très importants ont été annoncés, s'est appuyée sur les travaux du RPCA. Renforcer le lien entre le RPCA et la décision politique est un objectif majeur du Secrétariat. Il sera poursuivi en 2018 et au-delà.

La CONNAISSANCE et la compréhension des enjeux régionaux...

est un défi de premier ordre pour deux raisons : la faiblesse des statistiques et la rapidité des transformations. Augmenter, mettre à jour et fiabiliser l'information sur laquelle s'appuient les politiques régionales et les programmes de coopération est donc en soi un objectif stratégique. En 2017, la mise à jour de *la base de données Africapolis* s'est poursuivie (p. 26) ; plus de 1 900 entretiens sur le terrain ont été menés et permettront de *comprendre la place des femmes dans les réseaux commerciaux* et les contraintes qu'elles rencontrent (p. 22) ; *l'économie alimentaire régionale* a été quantifiée et ses potentiels d'emplois évalués (p. 16). Ces données, informations et analyses contribuent à faire évoluer la perception des enjeux pour – à terme – ajuster les orientations stratégiques, les politiques et les programmes. Deux exemples : i) passer de politiques agricoles rurales à des politiques agro-alimentaires urbano-rurales ; ii) mettre les femmes au centre des stratégies de développement du commerce et de la transformation alimentaire car elles comptent pour plus des deux tiers de la force de travail de ces secteurs d'activité.

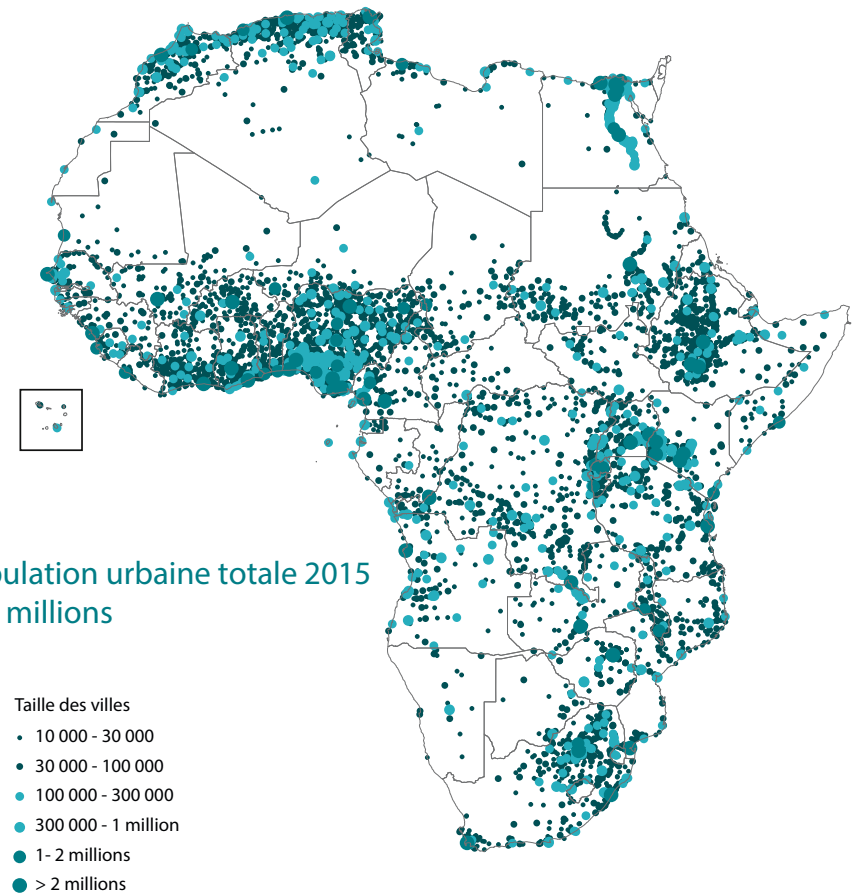
La RÉSONANCE...

exprime la « diffusion » d'approches et de visions innovantes. Elle est rarement mesurable d'une année sur l'autre mais constitue une facette importante de la capacité d'influence du Club. Téléchargé plus de 13 000 fois, *l'Atlas du Sahara Sahel* (2015) démontre la nécessité d'une approche intégrée « Maghreb – Sahel » pour stabiliser l'espace saharo-sahélien. Cette idée est désormais largement partagée. Elle fait l'objet de réflexions aux Pays-Bas, en Norvège, en Grande-Bretagne ; l'Agence française de développement s'en est fait le porte-drapeau. En 2015-16, le Secrétariat a utilisé pour la première fois en Afrique de l'Ouest la « *Social Network Analysis* » et la met également en œuvre en 2017 sur les réseaux de femmes commerçantes (p. 22). Le PAM a repris cette méthode ainsi que les résultats du CSAO pour mieux évaluer la résilience des femmes dans le bassin du lac Tchad. L'OCDE l'a également retenue comme méthodologie innovante. La création du *Global Network Against Food Crisis* en mai 2016 est directement inspirée du RPCA.

La RECONNAISSANCE de l'expertise du Secrétariat...

peut être illustrée par la place singulière qu'il occupe au sein d'enceintes institutionnelles et décisionnelles. Elle se manifeste par sa participation aux réunions des envoyés spéciaux et partenaires du Sahel (p. 33) ; par l'appui de la Suisse pour l'organisation d'un colloque sur la coopération transfrontalière avec l'UEMOA en juillet 2018 ; par la présentation – à la demande de l'UE – d'un narratif politique sur les enjeux alimentaires face aux défis sécuritaires, urbains et de migration au Comité d'orientation stratégique du Fonds européen de développement (juin 2017) ; par la participation à des réunions interdépartementales Sahel du gouvernement belge. En 2017, le Secrétariat a également été convié à faire des présentations à l'AFD, en Allemagne, en Autriche, aux États-Unis, à l'agence du NEPAD, aux Pays-Bas, en Suisse, au Royaume-Uni, à une réunion du G20 ; autant d'occasions de promouvoir les problématiques ouest-africaines et de défendre l'approche régionale auprès de la communauté internationale. Enfin, le Secrétariat a apporté ses compétences aux Task Forces des organisations régionales ; sur la réserve régionale alimentaire, sur la composante aliment de bétail de cette réserve, sur l'élevage pastoral dans les pays côtiers, sur ECOWAP 2025.

Agglomérations urbaines en Afrique subsaharienne



Source : CSAO/OCDE, Africapolis mise à jour (à paraître)

- Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Renforcer la résilience
- Décrire les mutations de l'économie alimentaire
- La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

ENJEUX ALIMENTAIRES

Malgré une croissance démographique très élevée, la région a accompli des progrès sensibles au cours des dernières décennies.

D'une part la faim et la malnutrition reculent, en valeur relative et absolue ; même si une partie beaucoup trop importante de la population souffre encore de ces fléaux, ponctuellement ou chroniquement. D'autre part, le disponible alimentaire produit localement augmente plus vite que la population ; une économie alimentaire dynamique et diversifiée se développe sous l'effet de la croissance du marché induite par l'urbanisation.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience des populations les plus vulnérables, mutations de l'économie alimentaire ; le Secrétariat aborde concomitamment ces problématiques intimement liées.

Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Un diagnostic consensuel est la condition de l'efficacité et de la coordination. Aux côtés du CILSS, le Secrétariat a continué d'appuyer cette fonction du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) qui réunit gouvernements, partenaires et organisations de la société civile sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA. En 2017, l'insuffisance des ressources fourragères et la perspective d'une crise pastorale majeure, étaient au centre des préoccupations et ont fait l'objet de recommandations du Réseau. Ces recommandations ont été suivies d'effets en 2018 sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Pour améliorer l'accès aux informations, le Secrétariat a mis au point une carte interactive en ligne permettant d'accéder aux chiffres précis d'insécurité alimentaire par zone administrative dans les 17 pays de la région.

L'amélioration de la gouvernance régionale au sens plus large du terme est également un impératif. La réforme du Réseau a été validée. Elle est en cours de mise en œuvre et devrait permettre à la région de se doter d'outils innovants en matière de prévention et d'anticipation des crises et d'améliorer l'efficacité des politiques alimentaires et nutritionnelles.

La Charte PREGEC est le code de conduite de cette gouvernance. Sa deuxième évaluation met en exergue des difficultés persistantes en matière de réponses aux crises. Des efforts additionnels ont été consentis pour aider la société civile à faire pression sur les gouvernements et leurs partenaires pour respecter les principes de la Charte. Par ailleurs, un inventaire des projets de SAN et de résilience a été réalisé et mis à disposition en 2018. Cet outil stimulera la coordination. Il permettra d'identifier les « territoires orphelins de projets » et d'éviter les duplications.

Impacts

- Le diagnostic et les recommandations du RPCA ont nourri les plans de réponse nationaux, les décisions de la CEDEAO et de l'UEMOA, les appels humanitaires des Nations Unies et la conférence humanitaire d'Oslo sur le Nigéria et la région du lac Tchad (février 2017).
- La réforme du RPCA et l'inventaire des interventions de SAN et de résilience permettront d'améliorer la gouvernance régionale.
- La deuxième évaluation de la Charte PREGEC fournit des pistes d'action pour améliorer l'efficacité des réponses aux crises alimentaires.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Amélioration de la capacité du RPCA à produire un diagnostic consensuel et à influencer les décisions et les politiques	<p>Les deux réunions du Réseau se sont tenues (avril et décembre), des notes aux décideurs et recommandations ont été partagées.</p> <p>Les avis du Réseau prennent désormais en compte les facteurs macro-économiques. Les messages ont été largement repris dans les médias.</p> <p>Un outil en ligne donnant l'accès à l'ensemble des données et permettant de générer des cartes a été conçu.</p> <p>Un plan de réforme du Réseau a été défini : pilotage politique et liens avec les centres décisionnels, redevabilité, efficacité de l'animation technique, renforcement de la fonction « prévention » et intégration d'autres déterminants de la SAN dans les analyses, visibilité et appropriation.</p>
Mise en œuvre de la Charte PREGEC	<p>Les résultats provisoires de la deuxième évaluation externe ont été discutés par les membres du Réseau.</p> <p>Un cadre d'interpellation de la société civile sur l'application de la Charte a été mis en place.</p>
Renforcement du dialogue et de la coordination	<p>Un nouveau site Internet du RPCA a été créé (www.food-security.net)</p> <p>Une base de données sur les interventions de SAN et de résilience (280 projets et programmes) a été constituée. Des fiches de synthèse sont accessibles sur le site Internet du RPCA.</p> <p>Une plateforme de dialogue et de concertation des partenaires techniques et financiers a tenu sa première réunion en décembre.</p>

Renforcer la résilience

Les inégalités sociales, l'extrême pauvreté – conséquence d'un environnement social, économique et politique défavorable – les difficultés d'accès aux services sociaux de base, enfermement de nombreux ménages dans un cercle vicieux d'endettement et de décapitalisation.

Le plaidoyer du CSAO a aidé les organisations régionales à maintenir la résilience dans les priorités de l'agenda sahélien et ouest-africain du développement. Il est vital de sortir de la seule logique de l'urgence et de mobiliser des investissements conséquents pour renforcer durablement la capacité des populations vulnérables à faire face à l'incertitude et répondre efficacement aux chocs.

Dix pays se sont dotés de priorités résilience dans le cadre de l'Alliance globale pour la résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (PRP-AGIR). Ceci a permis une meilleure prise en compte de la résilience dans les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'inventaire des interventions de SAN et de résilience mené en 2017 révèle que la plupart des programmes et projets SAN incorporent une dimension « résilience ».

Le CSAO a également accompagné les dix pays ayant validé leurs PRP-AGIR dans la mise en place de dispositifs nationaux de capitalisation et de partage des bonnes pratiques.

Impacts

- La résilience a été intégrée dans les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux régional et national, notamment la 2^e génération du Programme régional d'investissement agricole – SAN (PRIA-SAN) validé en juin 2017 et des Programmes nationaux d'investissement agricole – SAN (PNIA-SAN) en cours de finalisation.
- L'inventaire des interventions de SAN et de résilience permet de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'action collective.
- Les fiches de bonnes pratiques peuvent être visualisées en ligne sur une carte dynamique encourageant l'apprentissage mutuel et la mise à l'échelle des expériences réussies.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Mise en œuvre d'AGIR et des priorités de résilience	Deux sessions du SEG-AGIR et plaidoyer notamment à l'occasion de la 4 ^e réunion du Comité d'orientation stratégique du PIR 11 ^e FED (juin 2017). Production d'une note sur les changements induits par AGIR dans les pays. Contribution au Groupe technique de suivi (GTS) de la CEDEAO en appui à la formulation de la 2 ^e génération des PNIA-SAN.
Renforcement des synergies et complémentarités	Constitution d'une base de données et cartographie des interventions de SAN et de résilience. Première réunion (décembre) de la plateforme de concertation des partenaires techniques et financiers SAN et résilience.
Promotion des bonnes pratiques de résilience	Conception de dispositifs nationaux de capitalisation. Diffusion de bonnes pratiques à travers un outil cartographique en ligne.

Décrire les mutations de l'économie alimentaire

L'économie alimentaire, regroupant l'ensemble des activités de production, transformation et distribution qui concourent à l'alimentation humaine, est le premier secteur économique de la région. En 2015, elle représente 260 milliards USD, soit 39 % du PIB régional. Elle fournit des emplois à 82 millions de personnes, soit 66 % de la population active occupée.

Ce secteur est en mutation. Sous l'effet de la croissance des revenus, de la pression démographique et de l'urbanisation, les chaînes de valeur s'allongent et se complexifient. Les segments en aval de l'agriculture contribuent désormais à hauteur de 40 % à la valeur ajoutée du secteur et représentent un gisement d'emplois considérable, aussi bien en milieu rural qu'urbain. Les jeunes se tournent plus rapidement et en plus grand nombre vers ces activités non agricoles, où les femmes représentent entre 72 et 88 % des personnes employées.

La compréhension de ces dynamiques de transformation est nécessaire à l'adaptation des politiques et des instruments. Les analyses du Secrétariat et le dialogue politique et technique qu'elles suscitent, permettent d'informer les décideurs sur les opportunités de création d'emplois et de valeur ajoutée et d'identifier les contraintes rencontrées par les acteurs des chaînes de valeur. L'objectif est de formuler des implications pour les politiques et d'améliorer les systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Impacts

- Les travaux du Secrétariat ont fait évoluer le narratif politique sur les enjeux alimentaires ; démontrant en particulier le potentiel d'emploi de l'économie alimentaire et par conséquent la nécessité de maintenir ces enjeux en haut de l'agenda international.
- Ils ont directement contribué au processus de révision décennale de la Politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP+10).

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Production d'analyses et données sur les dynamiques spatiales de développement des chaînes de valeur et marchés alimentaires	Publication de deux Notes ouest-africaines (NOA) sur l'organisation spatiale du réseau urbain et les dynamiques de marché (NOA n° 5), et sur les niveaux de prix et les enjeux de compétitivité (NOA n° 8).
Contribution au développement d'indicateurs de suivi de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain	Co-organisation d'un atelier avec l'Institut du Sahel (INSAH) sur les approches de suivi de la SAN en milieu urbain. Production d'une NOA sur les indicateurs de la SAN en milieu urbain (NOA n° 15 à paraître en 2018).
Identification des opportunités de l'économie alimentaire en matière de création d'emplois, notamment féminins, en milieux urbain et rural	Production d'une NOA sur la structuration et les évolutions de l'emploi dans l'économie alimentaire en Afrique de l'Ouest (NOA n° 14 à paraître en 2018). Organisation d'une session thématique à la réunion du RPCA à Cotonou en décembre 2017.

Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Organisée par le Secrétariat du CSAO, sous l'égide de la CEDEAO et de l'UEMOA, la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est le rendez-vous annuel de dialogue et de concertation sur les enjeux alimentaires. L'édition 2017 a réuni 350 personnes du 4 au 8 décembre à Cotonou, au Bénin :

La réunion du RPCA a évalué la situation alimentaire et nutritionnelle et a dressé un bilan des plans de réponse. Les membres du Réseau ont également fait le point de l'évaluation de la Charte PREGEC et de la mise en œuvre de l'Alliance globale pour la résilience Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR). Les thèmes de l'approche territoriale de la sécurité alimentaire et de l'emploi dans l'économie alimentaire ont fait l'objet de présentations et de débats.

Une réunion a permis aux participants de mieux comprendre le mécanisme de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC). Le CORAF a présenté son action pour la reconstitution des stocks de semences de milliers de paysans affectés par l'épidémie d'Ebola (2013-16).

Pendant la journée dédiée au pays hôte, le Gouvernement du Bénin a partagé les actions menées et les enseignements tirés de son combat contre la faim et la malnutrition, notamment en milieu scolaire.

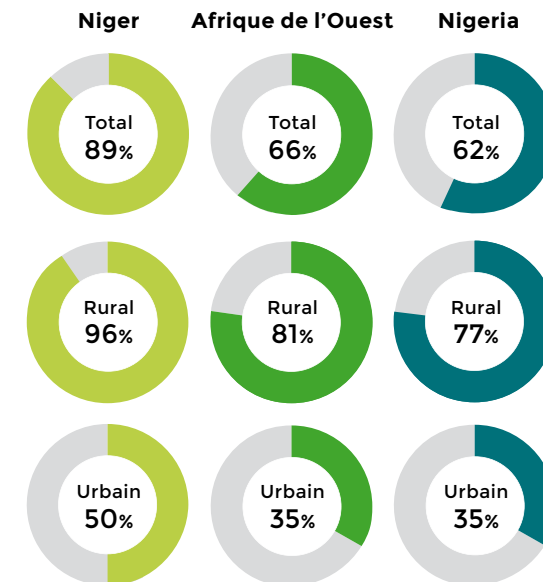
Les partenaires techniques et financiers de la région se sont réunis pour échanger sur leurs actions en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils ont longuement discuté du volet « Agriculture, ruralité et alimentation » de l'Alliance Sahel lancée en juillet 2017.

Comme chaque année, le Comité des partenaires du CILSS a tenu ses assises.



Crédit photo : CSAO/OCDE

Part de l'économie alimentaire dans l'emploi total



Allen, T., Heinrigs, P. and Heo, I. (2018) «Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest» Notes Ouest-Africaines, N°14, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/56d463a9-fr>

- Comprendre la place des femmes au sein des réseaux commerciaux
- Comparer les inégalités de genre

GENRE

Les femmes sont des actrices économiques de premier ordre. Les deux tiers d'entre elles travaillent dans l'économie alimentaire au sein de laquelle elles représentent 51 % de l'emploi. Les femmes commerçantes jouent par ailleurs un rôle important dans les marchés et participent des migrations transfrontalières et de l'intégration.

Le Secrétariat contribue à une meilleure compréhension des obstacles, contextuels, sociaux, physiques et économiques, qui entravent l'accès et la contribution des femmes au fonctionnement des marchés alimentaires locaux et régionaux. Il analyse également les discriminations dont elles sont les victimes.

Comprendre la place des femmes au sein des réseaux commerciaux

Le Secretariat du CSAO cartographie les réseaux locaux de riz dans le Dendi (confins du Bénin, du Niger et du Nigéria).

Deux enquêtes sont en cours :

L'enquête locale (Dendi) permet de comprendre la structure des chaînes de valeur du riz et le rôle des femmes en leur sein.

L'enquête régionale quant à elle, porte sur les réseaux institutionnels de promotion des activités économiques féminines. Il s'agit d'identifier les acteurs (organisations régionales et internationales, États, acteurs privés, associations, ONG, partenaires du développement etc.), leurs relations et les freins structurels au développement des activités féminines.

En s'appuyant sur la méthode « Social network analysis », les dynamiques fonctionnelles locales et institutionnelles des réseaux sont croisées afin de dégager des cadres de politiques mieux adaptés aux contraintes et opportunités structurelles s'exerçant sur les activités économiques féminines.

Comparer les inégalités de genre

En collaboration avec le Centre de développement de l'OCDE, le Secretariat a produit une évaluation régionale comparative des inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines. Cette étude s'appuie sur l'Indicateur institutions sociales et égalité femme-homme (SIGI). Il dotera la région et ses partenaires d'une vision précise de la problématique et de pistes de réflexion politiques.

Impacts

- L'identification des contraintes rencontrées par les femmes dans les réseaux commerçants permet de formuler des stratégies, programmes et projets mieux ciblés en leur faveur.
- L'analyse comparative régionale des indicateurs SIGI met en exergue les domaines dans lesquels certains pays pourraient faire des progrès en s'inspirant des stratégies suivies dans d'autres pays de la région. Elle identifie également des problématiques identiques dans tous les pays qui pourraient nourrir des initiatives communes.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Meilleure compréhension du rôle et des contraintes des femmes dans les réseaux commerçants	Enquête de terrain auprès des acteurs de la filière riz et évaluation précise du réseau routier dans la zone du Dendi. Enquête au niveau régional. Au total 1 900 entretiens avec des acteurs ont été réalisées. Un rapport sur l'analyse spatiale des réseaux des femmes commerçantes paraîtra dans la série Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE.
Amélioration de la connaissance des inégalités entre les femmes et les hommes	Des informations ont été recueillies dans les 17 pays de la région sur 14 indicateurs regroupés en quatre catégories : code la famille, intégrité physique, accès aux ressources et aux biens, libertés civiles. Le document est paru le 8 mars 2018 à l'occasion de la journée internationale de la femme.

- Cartographier les dynamiques urbaines
- Comprendre le rôle des villes frontalières
- Faciliter la résilience des villes frontalières au changement climatique

VILLES

Le nombre de personnes vivant dans les villes ouest-africaine a augmenté de 85 millions entre 2000 et 2015. Cette croissance s'est opérée en grande partie dans les villes petites et moyennes. Dans les prochaines décennies, les agglomérations urbaines absorberont la plus grande partie de la croissance démographique et tiendront une place majeure dans les mobilités et les migrations locales, nationales et régionales. Comprendre et suivre de façon continue l'évolution des processus d'urbanisation, leurs dynamiques, leurs impacts présents et futurs, est une nécessité. Une attention particulière doit être portée aux villes frontalières et à leur rôle dans l'intégration régionale.

Au niveau mondial, les villes comptent pour 70 % des émissions de gaz à effet de serre et près de 50 % de celles de CO₂. Économies fragiles, agriculture encore majoritairement dépendante de la pluviométrie, croissance de l'habitat urbain ; l'Afrique de l'Ouest est particulièrement vulnérable aux conséquences des changements climatiques.

C'est pourquoi le CSAO porte une attention particulière à l'analyse du développement urbain. La démarche est centrée sur l'intégration régionale et l'évolution des relations entre les villes frontalières.

Cartographier les dynamiques urbaines

Le Secretariat met à jour Africapolis à l'échelle de l'ensemble du continent. Africapolis est la seule base de données homogènes et géolocalisées sur l'urbanisation incluant les agglomérations petites et moyennes. Cette information est essentielle pour comprendre la croissance et le développement des villes, en particulier secondaires. Ces dernières jouent un rôle important dans le développement local urbain-rural.

Africapolis permet de mener des analyses factuelles à même de nourrir des politiques et des instruments en phase avec la complexité et la diversité des processus d'urbanisation.

Le croisement des données Africapolis avec des statistiques existantes sur l'emploi, la sécurité alimentaire et l'environnement permet de mieux comprendre ces enjeux.

Comprendre le rôle des villes frontalières

Une analyse croisée d'un ensemble d'indicateurs est en cours. Elle décrira et analysera le commerce transfrontalier et les centres urbains frontalières. Ces indicateurs portent sur la démographie (Africapolis), la morphologie urbaine, l'accessibilité (y compris l'état des routes et les postes frontalières) le statut juridique des frontières et les législations.

Quelles sont les structurations spatiales des pôles urbains frontalières et en quoi influent-elles sur leurs rôles et fonctions ? Comment le commerce transfrontalier est-il organisé ? Existe-t-il une corrélation entre les caractéristiques des villes frontalières et leur accessibilité ? Ce travail appréhende le rôle des villes frontalières dans la construction régionale. Il promouvra la coopération transfrontalière dans ses fonctions de facilitation de la libre circulation des biens et des personnes et de stabilisation des espaces périphériques.

Impacts

- Africapolis permet d'améliorer la formulation de politiques urbaines/territoriales et d'intégration régionale grâce à la mise à disposition de données actualisées et homogènes.
- L'étude du fonctionnement et de la structuration des marchés frontaliers permet la formulation de politiques territorialisées et adaptées au contexte socio-économique.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Amélioration de la connaissance des dynamiques d'urbanisation	La base de données Africapolis est réalisée à hauteur de 95 %. Elle fournit une estimation de la population, de la taille et de l'évolution 1950 – 2015 de plus de 7 500 villes dans 51 pays. Le rapport sera publié dans la série Cahiers de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE.
Identification des formes et fonctions des villes frontalières	Quatre indicateurs sur six ont été cartographiés et les analyses sont en cours. Ces travaux nourriront un Cahier de l'Afrique de l'Ouest fin 2018 sur les « villes et frontières en Afrique de l'Ouest ».

Faciliter la résilience des villes frontalières au changement climatique

L'Afrique s'est beaucoup impliquée dans les négociations de la COP21 ; faisant valoir en particulier la nécessité de mécanismes de financement de l'adaptation au changement climatique. Sur le terrain, les opportunités de coopération transfrontalière entre autorités locales sont nombreuses dans ce domaine. Mais, dans la mesure où la résilience au changement climatique est une problématique transversale, les collectivités locales ne sont pas toujours habilitées à mener des projets sur l'ensemble des sujets qui requièrent des mesures d'adaptation ou à recevoir directement des financements internationaux.

Les travaux du Secrétariat se proposent d'améliorer la compréhension des contraintes environnementales – plus spécifiquement climatiques – qui concernent les villes et les espaces transfrontaliers.

Les travaux analysent les sources internationales de financement disponibles. Ils abordent également les options juridiques et de gouvernance qui pourraient permettre aux autorités locales de mener à bien des projets transfrontaliers.

Trois études de cas sont en cours dans les zones de Dori (Burkina Faso) – Tera (Niger), Gaya (Niger) – Malanville (Bénin), de même que sur le couloir Lagos – Abidjan. Un guide pratique décrira des leviers financiers et juridiques frontaliers, et les modes de coordination verticale et horizontale en matière de résilience climatique transfrontalière. Ce travail nourrit le plaidoyer en cours issu des Accords de Paris pour un accès des villes et collectivités locales aux financements climatiques.

Impacts

- Les autorités locales disposeront d'une source d'information actualisée sur les cadres juridiques et de gouvernance à même de leur donner accès à les mécanismes de financement climatique.
- Les autorités locales seront davantage en mesure de faire pression sur les gouvernements centraux et la communauté internationale et de faire valoir leur place dans les politiques d'atténuation des risques climatiques.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Amélioration de la connaissance sur les perspectives de financement climatique pour les entités transfrontalières ainsi que la promotion d'une coopération accrue entre elles	Travaux en cours dans trois zones dans la perspective de la rédaction d'un guide pratique de coopération transfrontalière en matière de résilience aux changements climatiques. Cartographie régionale des enjeux climatiques.

- Construire un plaidoyer politique sur les enjeux sécuritaires

SÉCURITÉS

Si l'instabilité est un phénomène récurrent au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ses manifestations récentes sont plus violentes et les dynamiques qui les sous-tendent plus complexes. Les crises multiformes – coups d'État, révoltes, trafics, rébellions et terrorismes – s'expriment aujourd'hui dans un environnement sécuritaire mondialisé, qui ne connaît plus de frontières strictes entre le local et le global, la sphère nationale et la sphère internationale, le militaire et le civil, la politique et l'identité.

De nombreux conflits sont de nature transnationale et impliquent des acteurs et des groupes aux intérêts divergents dont l'objectif est moins le contrôle d'un territoire que celui de groupes humains ciblés.

Les dynamiques de coopération régionales, le commerce, la libre circulation sont ainsi placés dans un contexte précaire et instable.

Il est nécessaire de donner aux responsables politiques des clés de compréhension de ces dynamiques volatiles pour des réponses à moyen et long terme.

Construire un plaidoyer politique sur les enjeux sécuritaires

Le Secrétariat a conclu un partenariat avec le groupe de recherche sur le Sahel de l'université de Floride qui réunit un grand nombre de chercheurs africains, européens et américains et s'appuie sur des collaborations avec des universités ouest-africaines. Ce partenariat permet de produire des analyses et recommandations précises sur une large gamme de sujets, issues de travaux de recherche en cours. Sur cette base, le Secrétariat contribue au dialogue politique et apporte son appui à la réflexion et à la formulation des stratégies des Membres et partenaires.

Mettre à la disposition des acteurs, des données mises à jour et spatialisées, des analyses régionales sur les défis sécuritaires et leurs conséquences est une préoccupation permanente du Secrétariat. En 2017, le sujet des racines et des dimensions locales des activités terroristes a fait l'objet d'une attention particulière. Le jihadisme est certes une idéologie mondiale, mais qui se manifeste sous la forme d'insurrections politisées et violentes dans des régions où l'autorité de l'État est peu affirmée et où la société présente des fractures locales que les institutions existantes ne parviennent pas à réduire.

Les liens entre insécurité, dégradation des moyens d'existence et crises humanitaires ont également été abordés. L'insurrection de Boko Haram et la violence politique qui lui est corrélée ont perturbé les réseaux commerciaux et les marchés ; ainsi que la pêche, l'élevage et les productions agricoles. Les principales zones d'insécurité alimentaire et nutritionnelles correspondent aux zones de conflit (nord du Mali, lac Tchad). Les flux massifs de migrations internes et externes liés à Boko Haram ont engendré une crise sanitaire majeure.

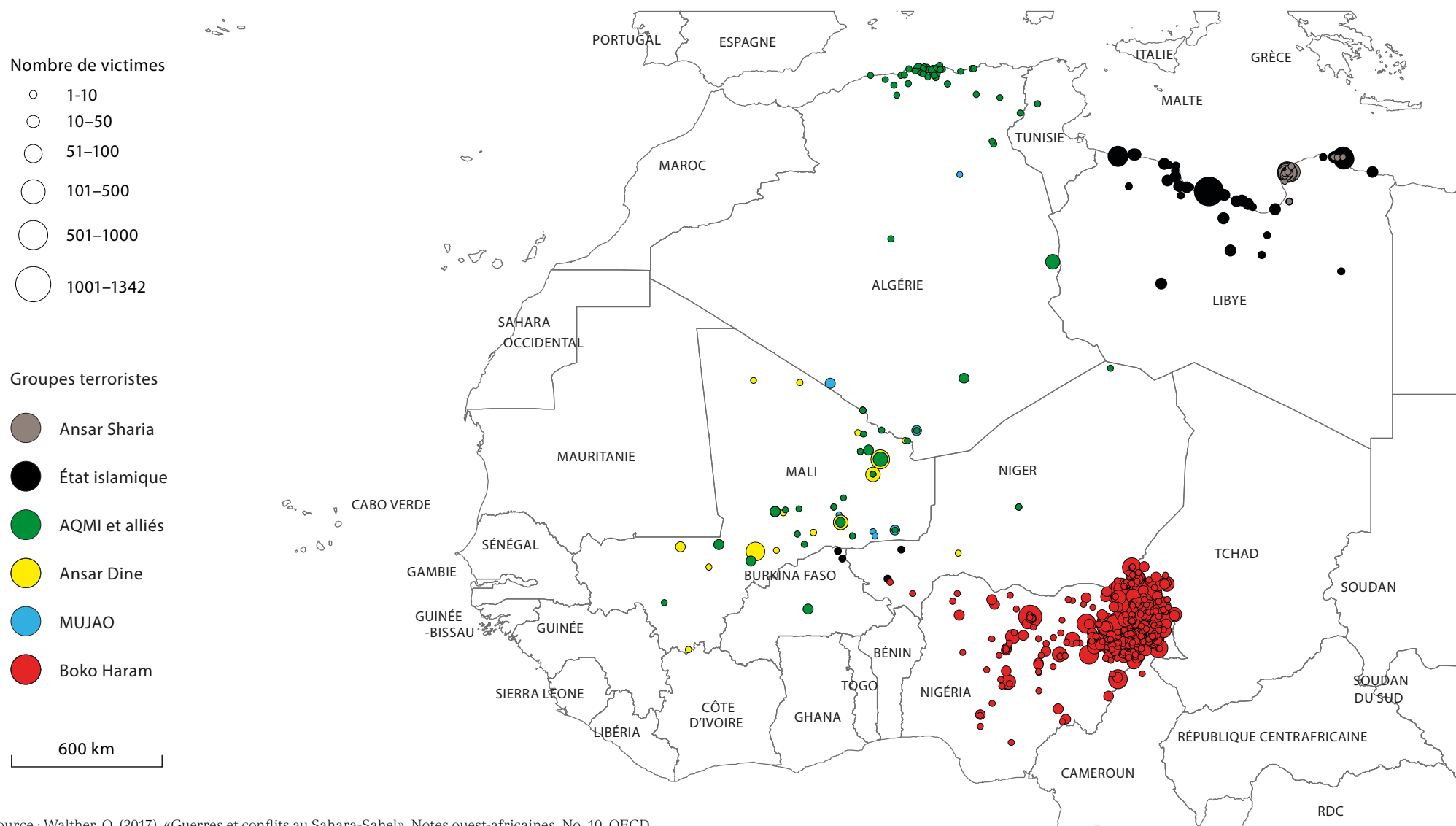
Une lecture régionale et intégrée des crises et de leurs conséquences est indispensable. Elle a été promue au sein des enceintes internationales dédiées à la stabilisation des pays du Sahel. Enfin, le plaidoyer en faveur d'une approche macro-régionale des défis (Sahel – Maghreb) a été poursuivi.

Impacts

- Les études du Secrétariat ont fait évoluer le narratif politique sur les enjeux sécuritaires au Sahel vers une meilleure prise en compte des spécificités locales, des liens avec les enjeux de développement et des dimensions transfrontalières ; y compris avec le Maghreb.
- La connexion entre les chercheurs et les décideurs est facilitée au service de politiques plus en phase avec les réalités.

Résultats attendus	État d'avancement des activités et des produits
Meilleure prise en compte de dynamiques politiques économiques, sociales et culturelles dans les stratégies sécuritaires et de stabilisation	<p>Publication de trois Notes ouest-africaines :</p> <p>Guerres et conflits au Sahara-Sahel (septembre 2017)</p> <p>L'activité des marchés agricoles et les attaques de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria (septembre 2017)</p> <p>Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest (juillet 2017)</p> <p>Participation à des réunions de haut niveau, telles que la réunion des Envoyés spéciaux pour le Sahel tenue au Luxembourg (mars 2017).</p> <p>Co-organisation du colloque « Intégrations économiques, migratoires et sécuritaires au Sahara-Sahel » avec le CSFRS de l'école militaire (France).</p> <p>Campagne de plaidoyer (G20, Comité d'orientation du FED, Belgique, USA, Canada...), autour d'une approche intégrée des défis sécuritaires et alimentaires. Rédaction de blogs et articles, participation à des émissions de radio.</p>

VICTIMES DES PRINCIPAUX GROUPES TERRORISTES, 2012-16



Source : Walther, O. (2017), «Guerres et conflits au Sahara-Sahel», Notes ouest-africaines, No. 10, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr>.

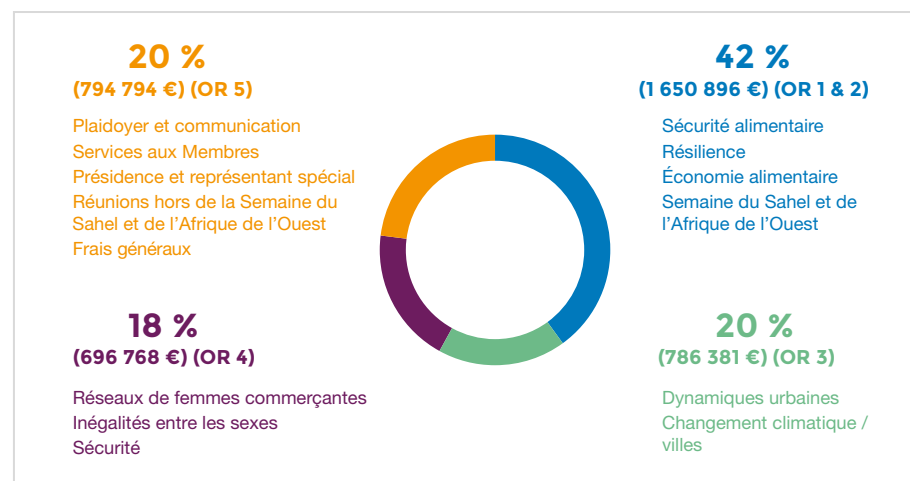
GESTION DES RESSOURCES

Dépenses 2017 : EUR 3.9 millions

En 2017, le CSAO a :

Maintenu la priorité traditionnelle accordée aux enjeux alimentaires

Tout en poursuivant ses travaux sur l'urbanisation, le climat, le genre et la sécurité.



Valorisé les compétences extérieures et africaines

En 2017, le CSAO a consacré 51 % de son budget de Partie II¹ au personnel et 22 % à l'expertise extérieure / consultants. Ces chiffres sont respectivement de 81 % et 8 % en moyenne pour les budgets de la Partie I de l'OCDE². 67 % du montant consacré à la consultance extérieure a été dépensé pour des experts ouest-africains et centres de recherche africains.

Entretenu ses contacts et ses réseaux

Pour entretenir le lien avec la région, appuyer les organisations régionales, nourrir les réflexions ; également pour promouvoir l'approche régionale du développement et de la stabilité, contribuer au dialogue politique international, le Secrétariat, le Président et le Représentant spécial du Président ont mené 78 missions en 2017, dont 50 % en Afrique.

Facilité le développement des réseaux de ses Membres et partenaires

Chaque année, l'ensemble des parties prenantes des politiques alimentaires se réunit à l'occasion de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (cf p. 18). En marge des réunions officielles, la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, discutent avec leurs partenaires et font avancer des projets communs ; des discussions bilatérales permettent de conclure des partenariats, des colla-



borations ; de développer des réseaux. 76 % des participants à la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) en avril 2018 ont déclaré se servir de cette rencontre pour élargir leur réseau et organiser des rencontres bilatérales.

Optimisé la localisation de son Secrétariat au sein de l'OCDE

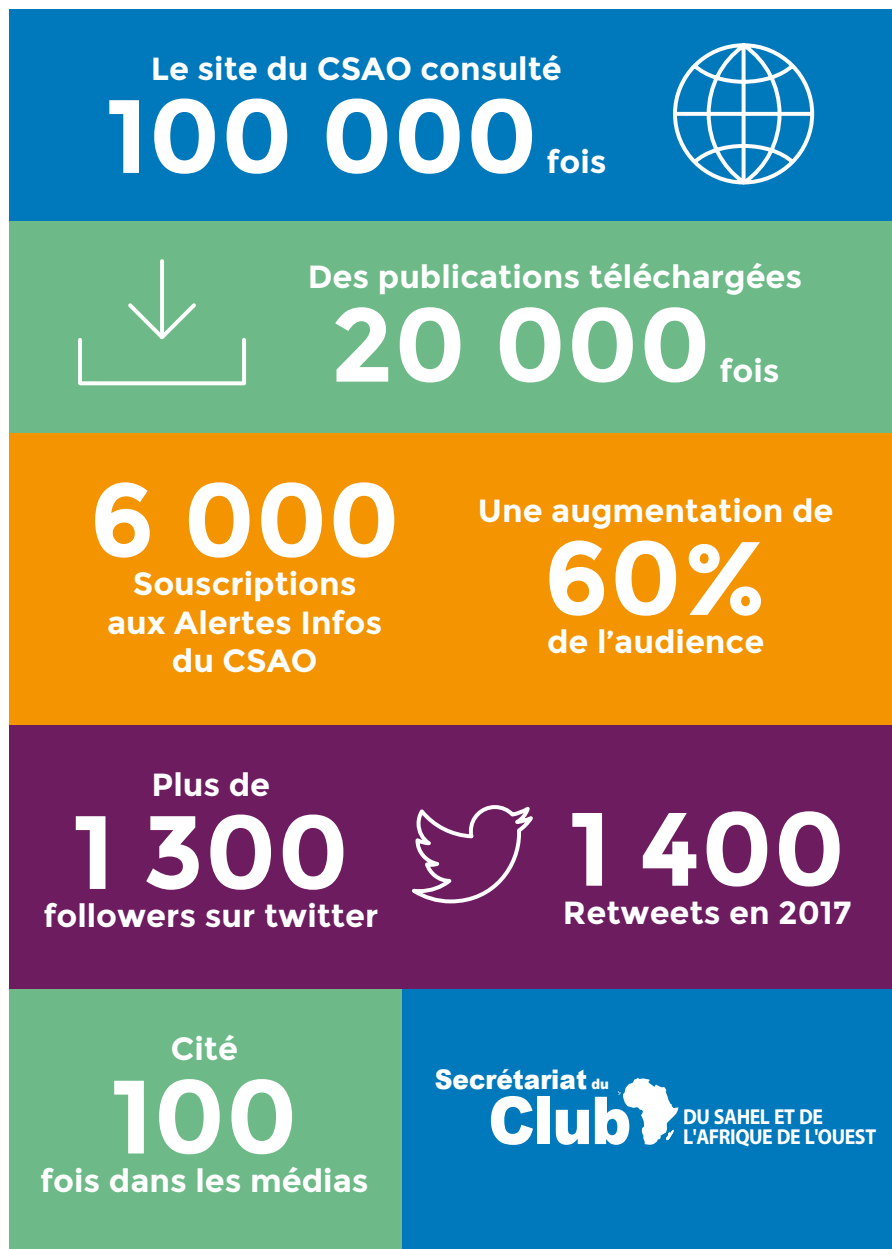
La capacité de diffusion de l'OCDE confère aux productions du Secrétariat une audience très large (cf p. 19).

Positionné au sein du Pôle Développement de l'OCDE, le Secrétariat du CSAO est en mesure d'exploiter le travail d'autres Directions pour fournir des résultats de qualité à des coûts raisonnables. En 2017, par exemple, les travaux sur les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines ont bénéficié de l'expertise de l'équipe genre du Centre de développement de l'OCDE.

¹ Pour le CSAO, il s'agit du budget partie II. Le budget de l'OCDE comprend les programmes de travail de partie I et de partie II. Tous les pays membres de l'OCDE financent le budget de la partie I. Les budgets de la partie II accueillent des programmes qui intéressent un nombre limité de membres et/ou sont financés selon un barème de contributions ou autres accords entre les pays participants. Cette comparaison n'inclut pas les contributions volontaires.

² Source : Résultats budgétaires finaux 2017 [BC(2018)12].

³ Ayant répondu à l'enquête menée le 18 avril 2018.



Dans les médias



La liste complète des articles, blogs, interviews est disponible en annexe.

AGENDA 2030

Nous contribuons à l'agenda 2030 en travaillant sur les ODD suivants :



ANNEXE 1 PUBLICATIONS DU CSAO

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

- Mobilités ouest-africaines et politiques migratoires des pays de l'OCDE
- Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest
- Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines
- Perspectives ouest-africaines
- Conflits liés aux ressources et terrorismes
- Peuplement, marché et sécurité alimentaire
- Un atlas du Sahara-Sahel
- L'urbanisation des pays de l'Afrique de l'Ouest 1950–2010
- Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest

Notes ouest-africaines

- Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine
- Les impacts climatiques dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest
- Le rôle des femmes dans le système alimentaire ouest-africain
- Systèmes alimentaires ouest-africains et transformations de la demande alimentaire
- Villes et interactions spatiales en Afrique de l'Ouest
- Les réseaux de la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest
- Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest
- Le coût des prix alimentaires élevés en Afrique de l'Ouest
- L'activité des marchés agricoles et les attaques de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria
- Guerres et conflits au Sahara-Sahel
- Les réponses nigériennes aux défis de sécurité internationale et nationale
- Les fondements instables de la stabilité politique au Tchad
- Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines
- Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest
- Distinguer sécurité alimentaire urbaine et rurale en Afrique de l'Ouest

ANNEXE 2 ARTICLES, BLOGS ET MÉDIAS

Liste des articles publiés dans les médias spécialisés et blogs

OECD Insights	17 janvier	Borders and Networks: The Forgotten Elements of Development
OECD Development Matters	17 janvier	Les frontières et les réseaux oubliés du développement
OECD Development Matters	14 février	Six key challenges to improving nutrition through social protection in the Sahel and West Africa
OECD Insights	8 mars	Gender equality in West Africa: Actions speak louder than words
OECD Development Matters	9 mars	Girls robbed of their childhood in the Sahel (initialement publié dans Le Monde Afrique)
Le Monde Afrique	7 mars	Au Sahel, au-delà de la journée des droits des femmes, des fillettes interdites d'enfance
Rural 21	21 mars	The cost of high food prices in West Africa
Forbes Afrique	mars	ECOWAS: is the level of intra-regional trade as low as official estimates suggest?
OECD Yearbook	juin	Bridging Nigeria's food divide is a global challenge
OECD Development Matters	26 juillet	Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa
OECD Development Matters	29 septembre	The blurred boundaries of political violence in the Sahel-Sahara
OECD Observer	4 décembre	Geography matters: a territorial approach to food and nutrition security
African Business	juin	Morocco: Africa is the future

Participation du CSAO dans les programmes télé et radio

WARI magazine, TV5 Monde,	avril	La situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest
Ouest-TV	avril	Questions A: Angel Gurría
RFI	12 avril	Afrique de l'Ouest : l'agriculture familiale pour assurer la sécurité alimentaire
RFI	avril	Le « Big data » au service de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest
France Culture	27 mai	Afrique : guerres et famines
Ouest-TV	octobre	Question A : Sibiri Jean Zoundi
WARI magazine, TV5 Monde	novembre	2e évaluation de la Charte PREGEC
RFI - Eco d'ici Eco d'ailleurs	11 novembre	Migrations rurales en Afrique: la voie vers le développement ?
France Info TV	28 novembre	Entretien avec Laurent Bossard sur les défis sécuritaires au Sahel
Ouest-TV	décembre	Question A : Laurent Bossard
WARI magazine, TV5 Monde	décembre	WARI magazine sur la 33e réunion du RPCA et la situation alimentaire et nutritionnelle

Présence média - Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

ORTB, journal de 20h	3 déc	Entretien avec Roch Mongbo, Secrétaire permanent du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN-Bénin)
L'Événement précis	29 nov	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : Le Bénin accueille l'événement lundi prochain
L'Événement précis	4 déc	Les journalistes s'impliquent pour une couverture active de la SSAO
Le Matin Libre	4 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ce jour : Cotonou, centre des réflexions sur les enjeux alimentaires et nutritionnels
Le Matinal, Actu Bénin	4 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2017 : Le Bénin innove par un atelier d'information des médias
L'Intégration	5 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : Les médias béninois face aux enjeux alimentaires
24 Heures du Bénin	4 déc	Préparatifs d'une rencontre sous-régionale à Cotonou : Des journalistes formés pour la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
La Presse du Jour	29 nov	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : Cotonou abrite l'événement à partir de lundi prochain
Afrique Performance	2 déc	Cotonou innove par un atelier d'information et de préparation des médias : Trente journalistes se préparent
Afrique Performance	29 nov	Afrique de l'Ouest / Dans la dynamique de la préparation de la 33e session du RPCA de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest prévue à Cotonou : Bamako affine résultats provisoires et perspectives alimentaires et nutritionnelles
ORTB, journal de 20h	4 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la prévention des crises alimentaires
ORTB, journal de 20h	7 déc	Reportage sur la Semaine
ORTB, journal de 20h	8 déc	Les grandes conclusions de la Semaine
TVC, journal de 19h30	4 déc	Reportage sur la Semaine
TVC, journal de 19h30	8 déc	Conclusions de la Semaine
EDEN TV - journal	5 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest édition 2017
WARI magazine, TV5 Monde	14 déc	La situation nutritionnelle au Bénin et les résultats de la 33e réunion annuelle du RPCA
ORTB - débat	8 déc	Acquis de Cotonou, débat de 53 minutes
ORTB - débat	8 déc	5/7 Matins, débat avec David Akana, CORAF
RFI	5 déc	Bénin : un sommet sur les enjeux alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest

RFI	6 déc	Crise alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest : comment éradiquer la faim ?
ABP	5 déc	La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest au cœur de l'actualité
La Nation	5 déc	À la Une : repenser le système alimentaire
L'Autre quotidien	6 déc	À la Une : engager des actions structurelles et innovantes pour repousser efficacement la faim et la pauvreté
L'Intégration	6 déc	Edition 2017 de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et de la 33 ^e Réunion annuelle du RPCA : engager des actions structurelles et innovantes pour repousser efficacement la faim et la pauvreté
Le Matin Libre	7 déc	Défis alimentaires et nutritionnels dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest : des résolutions concrètes attendues aux assises de Cotonou
L'événement précis	6 déc	Les enjeux alimentaires au cœur du sommet
Banouto	6 déc	Bénin - Sahel - Afrique de l'Ouest : alerte de crise alimentaire à la 33 ^e réunion du RPCA
La Presse du jour	6 déc	L'éradication de la faim dans le Sahel et dans l'Afrique de l'Ouest : De bonnes réflexions se font depuis lundi à Cotonou
La Nouvelle Tribune	6 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : pour repenser le système alimentaire
Xinhuanet	4 déc	Le continent africain est le plus affecté par la faim en 2016 dans le monde (officiel)
Xinhuanet	5 déc	Bénin : lancement à Cotonou d'une Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
Xinhuanet	7 déc	Des mesures hardies pour booster la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays du Sahel et en Afrique de l'Ouest
EcoDuFaso	7 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : pour repenser le système alimentaire
FAAPA	7 déc	Bénin : lancement à Cotonou de l'édition 2017 de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
Benin Times	7 déc	Région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : 9.6 millions de personnes menacées de famine
Journal d'Abidjan	6 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : des statistiques inquiétantes
OECD Observer	5 déc	Geography matters: A territorial approach to food and nutrition security
Ouest-TV	7 déc	Questions À : Entretien de 13 min avec Laurent Bossard, Directeur, Secrétariat du CSAO/OCDE
La Nation	6 déc	Vito Cistulli, économiste : « L'approche territoriale favorise les enjeux de développement »

La Nouvelle Tribune	14 déc	Vito Cistulli sur la sécurité alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest
L'Autre Quotidien	4 déc	Approches innovantes et territoriales de sécurité alimentaire et nutritionnelle
Le Matin Libre	12 déc	La Maison du paysan : une approche innovante et territoriale qui marche au Niger
RFI Afrique	17 déc	Les paysans du Sahel se mobilisent au Bénin
ORTB	8 déc	Partages des expériences du Bénin à la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
L'Événement précis	8 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2017 : le Bénin partage son expérience de lutte contre la malnutrition
L'Événement précis	10 déc	L'invité du lundi : Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest: « Le principal gisement d'emploi aujourd'hui et demain, c'est l'économie alimentaire »
Le Matin Libre	8 déc	Jour 4 de la semaine sur la sécurité alimentaire : le Bénin partage ses expériences pratiques avec l'Afrique
Le Matinal	8 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : Le programme « Cantines scolaires » sous les feux de la rampe
Xinhuanet	8 déc	Bénin : Un enfant sur trois continue de souffrir de retard de croissance au plan national
L'Intégration	7 déc	Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest : Le Bénin à l'épreuve des enjeux alimentaires et nutritionnels
L'Intégration	7 déc	33 ^e Réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) : « 1 enfant sur 3 souffre d'un retard de croissance dû à la malnutrition au Bénin »
Banouto	5 déc	33 ^e Réunion du RPCA : Le Bénin expose ses efforts pour combattre la faim

Ces informations sont disponibles dans le [Rapport de couverture médiatique de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest](#).

RESTEZ CONNECTÉ



www.oecd.org/csao



www.food-security.net



www.actualite-ouest-africaine.org



[@SWAC_OECD](https://twitter.com/SWAC_OECD)



www.facebook.com/OECDswac



www.youtube.com/user/SWACoecd



www.flickr.com/photos/swac



OECD Development Matters Blog



swac.contact@oecd.org

Secrétariat du
Club  DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

CSAO/OCDE, 2, rue André Pascal 75775 Paris Cedex 16, France
Tel.: +33 1 45 24 82 00